ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 11 juillet 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux bonifications d'ancienneté pour études faites avant la formation d'officier", a donné le 5 décembre 1988 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 11 juli 1988 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de anciënniteitsbijslagen voor hogere studies gedaan vóór de vorming van officier", heeft op 5 december 1988 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

La rédaction suivante est proposée :

"Arrêté royal relatif aux bonifications d'ancienneté pour études faites dans l'enseignement supérieur avant la formation d'officier".

PREAMBULE.

Les arrêtés royaux visés aux alinéas 4 à 6 du préambule ne sont pas modifiés par l'arrêté en projet et leur mention n'est pas utile à la compréhension de celui-ci. Ces alinéas doivent, dès lors, être omis.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Par l'utilisation des mots "diplôme de fin d'études", les auteurs du projet entendent, selon l'officier délégué, exclure du bénéfice de l'octroi des bonifications d'ancienneté pour la nomination au grade de capitaine, ceux qui ne sont porteurs que d'un diplôme de candidat.

Dès lors, le texte suivant est proposé, qui a reçu l'accord de l'officier délégué :

.../...

"Article 1er.-

Bénéficient d'une bonification d'ancienneté pour leur nomination au grade de capitaine, les officiers des cadres actifs qui, avant d'entamer leur formation d'officier, étaient porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur délivré par un des établissements ou jurys suivants :

1° les universités et les établissements y assimilés par la loi;

2° les établissements d'enseignement supérieur de type long, créés, subventionnés ou reconnus par l'Etat;

3° les jurys d'Etat de l'enseignement universitaire et les jurys d'Etat de l'enseignement supérieur de type long.

Sont cependant exclus du bénéfice de la bonification visée à l'alinéa 1er, ceux qui ne sont porteurs que d'un diplôme de candidat" (1).

Article 2.

Les dispositions des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, qui réglaient l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, ont été abrogées par la loi du 19 mars 1971.

---------- .../...

(1) Cette disposition doit évidemment se lire à la lumière des articles 17 et 59bis de la Constitution, modifiés le 15 juillet 1988.

La mention de ces lois coordonnées doit, dès lors, être omise.

De l'accord de l'officier délégué, le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

Les études effectuées à l'étranger donnent lieu à une bonification d'ancienneté calculée sur la base de la durée des études qui y correspondent en Belgique lorsque l'équivalence totale du diplôme obtenu et du diplôme belge a été reconnue conformément à la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers.

Le demandeur doit fournir la preuve de la reconnaissance de l'équivalence de son diplôme et du diplôme belge correspondant".

Article 3.

L'alinéa 1er du texte français serait mieux rédigé comme suit :

"La bonification d'ancienneté est égale au nombre d'années d'études terminées avec succès à compter de la deuxième année".

Dans le texte néerlandais du même alinéa, il y a lieu de supprimer les mots "in artikel 1 bedoelde".

.../...

Article 4.

L'expression "En dérogation des dispositions de l'article 1er" est inutile et doit donc être omise.

Article 5.

De l'accord de l'officier délégué, le texte serait mieux rédigé de la façon suivante :

"Article 5.-

Les officiers qui peuvent prétendre à l'octroi d'une bonification d'ancienneté introduisent une demande auprès du Ministre de la Défense nationale.

La demande doit être adressée avant la date à partir de laquelle l'officier peut, au bénéfice de la bonification d'ancienneté, être nommé au grade de capitaine.

La nomination intervenant à la suite d'une demande postérieure à cette date est accordée sans effet rétroactif.

Dans ce cas, la bonification sera diminuée en proportion du retard apporté à la nomination.

Toute demande doit être appuyée d'une copie certifiée conforme du diplôme allégué".

.../...

Article 6.

L'article 37 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, donne au Roi, en son alinéa 4, le pouvoir de déterminer "les études qui peuvent donner lieu à l'octroi d'une bonification d'ancienneté ainsi que les autres conditions qui doivent être remplies pour en bénéficier". Cette délégation ne Lui confère pas le pouvoir de déterminer les règles de classement des officiers qui bénéficient d'une bonification d'ancienneté en vertu des autres dispositions de l'article 37, par rapport aux officiers qui ne bénéficient pas d'une telle bonification d'ancienneté.

En conséquence, l'article 6 du projet manque de base légale dans la mesure où il établit un tel classement et doit être omis.

La même observation vaut pour l'article 7, alinéa 2.

Article 7 (devenant l'article 6).

1. L'article 7, dès lors qu'il fait référence à l'admission à l'Ecole royale du service médical, doit être lu en liaison avec l'arrêté royal du 20 juin 1975.

.../...

Dans la mesure où il accorde une bonification d'ancienneté aux élèves admis à l'école d'officiers du service médical au moment où ils deviennent porteurs du diplôme de candidat en sciences pharmaceutiques ou en sciences dentaires, il paraît dépourvu de sens : rattachés aux élèves de troisième année de l'école d'officiers, ils seront, comme ceux-ci, commissionnés au grade de sous-lieutenant un an plus tard et seront nommés sous-lieutenant et lieutenant en même temps sans avoir besoin d'une bonification d'ancienneté.

Dans la mesure où il accorde une bonification d'ancienneté aux élèves admis à l'école d'officiers du service médical, alors qu'ils ont déjà accompli avec succès au moins trois années à l'université - par exemple les candidats en sciences médicales ou en sciences vétérinaires - il paraît dépourvu d'objet, à tout le moins dans l'état actuel des dispositions réglementaires relatives au recrutement.

Dans la mesure où il accorde une bonification d'ancienneté aux officiers qui, avant leur admission à l'école royale du service médical, étaient déjà porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, de pharmacien, de licencié en sciences dentaires ou de docteur en médecine vétérinaire, le texte n'est pas superflu.

Il convient à tout le moins d'adapter l'article 7 du projet à la situation qu'il entend régler.

.../...

A cette fin et de l'accord de l'officier délégué, il est proposé de remplacer les mots "le diplôme de candidat en sciences médicales, en sciences pharmaceutiques, en sciences dentaires ou en médecine vétérinaire" par les mots "le diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, de pharmacien, de licencié en sciences dentaires ou de docteur en médecine vétérinaire".

2. Dans le texte néerlandais de l'article 7, il y a lieu d'écrire de préférence avec une majuscule les mots "koninklijke school" et d'écrire en deux mots le mot "terzelfdertijd".

Article 8 (devenant l'article 7).

Lorsqu'un texte à abroger a subi des modifications, il y a lieu d'abroger ce texte tel qu'il a été modifié.

Il convient donc d'écrire :

"L'arrêté royal du 12 décembre 1963 relatif aux bonifications d'ancienneté pour études supérieures faites avant la formation d'officier, modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 1964, est abrogé".

.../...

Article 9 (devenant l'article 8).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"L'arrêté royal du 12 décembre 1963 reste applicable aux officiers qui ont introduit leur demande avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté".

OPSCHRIFT.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de anciënniteitsbijslagen voor hoger onderwijs dat is gevolgd vóór de opleiding van officier".

AANHEF.

De koninklijke besluiten die in het vierde tot het zesde lid van de aanhef zijn aangehaald, worden door het ontworpen besluit niet gewijzigd en de vermelding ervan draagt niet bij tot een goed begrip van dat besluit. Die leden moeten bijgevolg vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Door het gebruik van het woord "einddiploma" willen de stellers van het ontwerp, volgens de gemachtigde officier, degenen die slechts een kandidaatsdiploma bezitten, uitsluiten van de toekenning van de anciënniteitsbijslagen voor de benoeming tot de graad van kapitein.

Bijgevolg wordt met de instemming van de gemachtigde officier de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"Artikel 1.-

Voor hun benoeming tot de graad van kapitein wordt een anciënniteitsbijslag toegekend aan de officieren van de actieve kaders die, alvorens hun officiersopleiding te beginnen, in het bezit waren van een diploma van hoger onderwijs uitgereikt door een van de volgende instellingen of examencommissies :

1° de universiteiten en de instellingen die daarmee bij wet zijn gelijkgesteld;

2° de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type die door het Rijk zijn opgericht, gesubsidieerd of erkend;

3° de examencommissies van de Staat voor het universitair onderwijs en de examencommissies van de Staat voor het hoger onderwijs van het lange type.

Zij die slechts een kandidaatsdiploma bezitten komen echter niet in aanmerking voor de in het eerste lid bedoelde bijslag" (1).

Artikel 2.

De bepalingen van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire

---

.../...

(1) Deze bepaling moet uiteraard worden gelezen in het licht van de artikelen 17 en 59bis van de Grondwet, gewijzigd op 15 juli 1988.

examens, gecoördineerd op 31 december 1949, die de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften regelden, zijn opgeheven bij de wet van 19 maart 1971.

De vermelding van die gecoördineerde wetten moet bijgevolg vervallen.

De gemachtigde officier is het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Artikel 2.

Voor de in het buitenland gevolgde studie wordt een anciënniteitsbijslag toegekend die berekend wordt op basis van de duur van de studie die er in België mee overeenstemt, wanneer de volledige gelijkwaardigheid van het behaalde diploma met het Belgische diploma is erkend overeenkomstig de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften.

De aanvrager dient het bewijs te leveren dat de gelijkwaardigheid van zijn diploma aan het daarmee overeenstemmende Belgische diploma erkend is".

Artikel 3.

Het eerste lid van de Franse tekst zou beter als volgt worden geredigeerd :

"La bonification d'ancienneté est égale au nombre d'années d'études terminées avec succès à compter de la deuxième année".

.../...

In de Nederlandse tekst van dezelfde bepaling schrappe men de woorden "in artikel 1 bedoelde".

Artikel 4.

De uitdrukking "In afwijking van de bepalingen van artikel 1" moet als onnodig vervallen.

Artikel 5.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de tekst beter als volgt zou worden geredigeerd :

"Artikel 5.-

De officieren die aanspraak kunnen maken op een anciënniteitsbijslag, dienen bij de Minister van Landsverdediging een aanvraag in.

De aanvraag moet worden toegestuurd vóór de datum met ingang waarvan de officier dankzij de anciënniteitsbijslag tot de graad van kapitein kan worden benoemd.

Een benoeming naar aanleiding van een aanvraag die na die datum wordt ingediend, heeft geen terugwerkende kracht.

In dat geval wordt de bijslag verminderd in verhouding tot de vertraging die de benoeming heeft opgelopen.

Elke aanvraag moet worden gestaafd met een voor eensluidend verklaard afschrift van het opgegeven diploma".

.../...

Artikel 6.

Bij artikel 37, vierde lid, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, wordt aan de Koning de bevoegdheid verleend om "de studiën waarvoor anciënniteitsbijslag kan worden verleend en de overige voorwaarden die aan het genot ervan worden verbonden" te bepalen. Die delegatie machtigt Hem niet om de regels vast te stellen voor de rangschikking van de officieren die krachtens de overige bepalingen van artikel 37 een anciënniteitsbijslag genieten, ten opzichte van de officieren die zo'n anciënniteitsbijslag niet krijgen.

Bijgevolg heeft artikel 6 van het ontwerp, aangezien het in een zodanige rangschikking voorziet, geen rechtsgrond en moet het vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, tweede lid.

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

1. Aangezien artikel 7 verwijst naar de toelating tot de Koninklijke School van de medische dienst, moet het in samenhang met het koninklijk besluit van 20 juni 1975 worden gelezen.

.../...

Voor zover het artikel een anciënniteitsbijslag toekent aan de studenten die tot de school voor officieren van de medische dienst worden toegelaten op het ogenblik dat ze het diploma van kandidaat in de farmaceutische wetenschappen of in de tandheelkunde behalen, lijkt het zinloos te zijn : ze worden bij de derdejaars studenten van de school voor officieren gevoegd en zullen, net als zij, een jaar later worden aangesteld in de graad van onderluitenant en terzelfder tijd tot onderluitenant en luitenant worden benoemd zonder een anciënniteitsbijslag nodig te hebben.

Voor zover het artikel een anciënniteitsbijslag toekent aan de studenten die tot de school voor officieren van de medische dienst worden toegelaten wanneer ze reeds ten minste drie jaar aan de universiteit met goed gevolg hebben voltooid - bijvoorbeeld de kandidaten in de geneeskunde of in de diergeneeskunde - lijkt het doelloos, althans zoals de verordeningsbepalingen betreffende de rekrutering nu zijn.

Voor zover het artikel een anciënniteitsbijslag toekent aan de officieren die, voordat ze tot de Koninklijke School van de medische dienst werden toegelaten, al in het bezit waren van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde of van apotheker, van licentiaat in de tandheelkunde of van doctor in de diergeneeskunde, is de tekst niet overbodig.

Artikel 7 van het ontwerp dient op zijn minst te worden aangepast aan de toestand die het wil regelen.

.../...

Daartoe wordt voorgesteld - en de gemachtigde officier is het daarmee eens - de woorden "het diploma van kandidaat in de geneeskundige wetenschappen, in de pharmaceutische wetenschappen, in de tandheelkunde of in de diergeneeskunde" te vervangen door de woorden "het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, van apotheker, van licentiaat in de tandheelkunde of van doctor in de diergeneeskunde".

2. In artikel 7, eerste lid, schrijve men de woorden "koninklijke school" liever met een hoofdletter en schrijve men "terzelfdertijd" in twee woorden.

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Wanneer een tekst die moet worden opgeheven, wijzigingen heeft ondergaan, dient die tekst te worden opgeheven zoals hij is gewijzigd. Men schrijve dus :

"Het koninklijk besluit van 12 december 1963 betreffende de anciënniteitsbijslagen voor hogere studies gedaan vóór de vorming van officier, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 1964, wordt opgeheven".

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Het koninklijk besluit van 12 december 1963 blijft van toepassing op de officieren die hun aanvraag vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit hebben ingediend".

La chambre était composée de

Messieurs : P. FINCOEUR, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.
Le rapport a été présenté par M. P. BOUVIER, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. P. BOUVIER, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. FINCOEUR.